

## CHAPITRE X

État de Paris pendant les batailles de Frœschwiller et de Forbach. — Une fausse victoire. — Proclamation des ministres. — Arrivée des nouvelles de nos défaites. — Exaspération publique. — Proclamation de l'impératrice. — La Chambre. — La séance du 9 août. — M. Jules Favre et M. Granier de Cassagnac. — Chute du ministère Ollivier. — Ministère Palikao. — M. Jérôme David, M. Clément Duvernois et M. Grandperret. — Affaire de la Villette, dite des *Pompiers*. — Lettre de Michelet. — L'espion Hart. — Armement des gardes nationales. — Le 15 août. — Dépêche de Longeville. — Documents.

Les journées douloureuses et les défaites de nos soldats à la frontière devaient, on le conçoit, avoir à Paris un contre-coup terrible. Qu'allait penser et faire une ville de deux millions d'êtres humains, passionnée, impressionnable, nerveuse, à la nouvelle des échecs successifs et déjà bien difficilement réparables? La malheureuse ville devait justement passer par les phases les plus amèrement diverses, et, après s'être follement élevée jusqu'aux espoirs les plus vastes, retomber, comme du haut d'un roc, sur la dure réalité.

Tout d'abord la nouvelle de la défaite du corps d'Abel Douay à Wissembourg avait retenti comme un coup de glas inattendu sur cette ville chauffée à blanc. Une défaite! quel étonnement et quel écroulement de rêves! Ceux qui n'avaient pas vu de près le désarroi de nos armées, et n'avaient pu juger du manque de direction, de plan, de commandement, ceux-là ne voulaient pas croire à la possibilité d'un échec. Cette prise trop réelle de Wissembourg répondait brusquement à la prise fantastique de Sarrebrück. Lorsqu'on examina la vérité, on put se consoler en songeant qu'après tout la défaite de ce corps d'armée était glorieuse et que rien n'était perdu parce qu'une division s'était bravement fait décimer. L'espoir, au surplus, un espoir profond, absolu, une indéclinable confiance devait être le signe caractéristique de l'esprit français pendant toute cette guerre. La torpeur qui s'étendit sur Paris au premier jour de la nouvelle se changea bien vite en une sorte de rage et une certitude de revanche prochaine.

Le samedi, 6 août, tandis que Mac-Mahon luttait devant Frœschwiller et que le corps de Frossard se battait sur la Saare, une nouvelle soudaine, et pour ainsi dire électriquement répandue, courait Paris. Une dépêche annonçait que l'armée de Mac-Mahon ayant attaqué l'armée du prince de Prusse l'avait écrasée, faisant prisonnier, après une journée de bataille, le Prince royal avec 23,000 hommes de

son armée. En outre, Landau était pris. Il y eut, à la nouvelle de cette victoire, comme une explosion d'enthousiasme. D'abord on n'y voulait pas ajouter foi. On n'osait. Une sorte de secret pressentiment retenait les plus confiants, mais, au bout d'un moment, comment douter? La dépêche avait été lue et affichée à la Bourse. Elle était certaine sans être officielle. Et, tout Paris, pris du délire heureux, de cette fièvre de victoire que nous avons eue au lendemain de Magenta et de Solferino, se pavaisait soudain de drapeaux et s'empressait de cris. Après avoir douté, on se ruait vers une sorte de crédulité magnétique. Par un beau soleil de juillet, les cerveaux en ébullition ne réfléchissaient plus, et l'on vit les boulevards, les rues, les places encombrés de monde, emplis d'une foule joyeuse, entonner cette *Marseillaise* des grands jours, qui ne devait plus, hélas! nous mener à la victoire.

C'était une fièvre, et ce fut la dernière heure de véritable joie qu'éprouva la grande ville. Aux fenêtres des maisons les drapeaux flottaient avec leurs trois couleurs joyeuses. Sur les pas des portes, on chantait. On arrêta des acteurs, des ténors en renom, et, en plein air, on les fit entonner la *Marseillaise*. Des gens du monde, leur chapeau à la main, faisaient tout autour une quête pour les blessés, et les pièces de monnaie tombaient tandis que mademoiselle Marie Sass ou M. Capoul répétaient: *Amour sacré de la patrie!* Ainsi, même dans sa joie, ce Paris, habitué à des mœurs théâtrales, faisait d'une victoire nationale un spectacle, et sa joie patriotique se traduisait, non par la joie sévère et grave d'un triomphe sanglant, mais par le plaisir qu'on éprouve en écoutant les virtuoses à la mode.

Paris devait, au surplus, voir bien vite tomber cet enthousiasme, et les drapeaux étaient à peine déployés que, vers quatre heures de l'après-midi, des gens qui étaient allés aux nouvelles, parcouraient les rues, criant: « A bas les drapeaux! » U

n'y avait pas, en effet, de victoire annoncée, et cette fausse nouvelle, ainsi répandue, frappa la foule d'une sorte de pressentiment lugubre. Après l'exaltation joyeuse, vint l'abattement et la défiance. On se porta au ministère, on demanda des nouvelles. M. Ollivier ayant gardé pour lui, durant vingt-quatre heures, la nouvelle du combat de Wissembourg, on était persuadé que le ministre cachait encore au public quelque dépêche affligeante. La vérité, c'est que le ministère, à cette heure, ignorait encore tout. Et comment l'eût-il appris déjà? A Forbach comme à Woerth, la fortune des armes venait à peine de nous échapper.

D'où partait cependant cette mensongère dépêche, cette nouvelle de la prise de Landau par Mac-Mahon? Nul ne l'a su. Le soir même du 6 août, la population parisienne irritée l'attribuait à une manœuvre de Bourse, et le préfet de police Piétri, puis le lendemain le ministère apprirent au public, par voie d'affiche, que l'auteur de cette manœuvre, le coupable était arrêté. Mais nul ne pouvait dire son nom. Évidemment quelque spéculateur, faisant fond sur l'impressionnabilité de la foule, avait jeté cette nouvelle et joué, comme au tapis vert, comme devant une table de baccarat, sur la fortune de la patrie. Paris en ressentit une colère sourde et des cris de haine s'élevèrent contre ces boursiers qui ne voient, dans la ruine publique et dans les angoisses nationales, que des occasions de s'enrichir (1).

L'affiche du ministère était ainsi conçue :

« LE CONSEIL DES MINISTRES AUX HABITANTS  
DE PARIS.

« Habitants de Paris,

« Vous avez été justement émus par une odieuse manœuvre.

« Le coupable a été saisi, la justice informe.

« Le gouvernement prend les mesures les plus énergiques pour qu'une telle infamie ne puisse plus se renouveler.

« Au nom de la patrie, au nom de notre armée héroïque, nous vous demandons d'être calmes, patients et de maintenir l'ordre.

« Le désordre à Paris, ce serait une victoire pour les Prussiens.

« Aussitôt qu'une nouvelle certaine arrivera, de quelque nature qu'elle soit, elle vous sera immédiatement communiquée.

(1) Chose singulière, à l'heure même où cette fausse nouvelle était répandue dans Paris, elle courait aussi Sarreguemines, et des gens venus de Haguenau y apportaient (6 août, deux heures) la nouvelle de la grande victoire de Mac-Mahon. Il y a quelque chose d'épidémique et d'électrique dans les bruits qui agitent parfois un pays.

« Soyons unis, et n'ayons en ce moment qu'une pensée, qu'un vœu, qu'un sentiment, le triomphe de nos armes.

6 août 1870, à 6 heures.

« ÉMILE OLLIVIER, duc de GRAMONT, CHEVANDIER DE VALDROME, SEGRIS, général DEJEAN, amiral RIGAUT DE GENOUILLY, PLICHON, LOUVET, MAURICE RICHARD, DE PARIEU. »

« Quels sont, se demandait-on après avoir lu cette affiche, les mesures prises par le gouvernement pour empêcher le retour d'un tel scandale? La loi du silence, votée contre les journaux, cette loi qui défendait le récit des événements militaires, cette loi, cause de tous les troubles, était-elle abrogée? » Mais on avait à peine eu le temps de lire l'affiche que la population de Paris était prise d'une angoisse plus grave.

Le soir, autour des ministères, devant les fenêtres de M. Ollivier, les rassemblements étaient nombreux, et tandis qu'on chantait la *Marseillaise* et les *Girondins*, on réclamait toujours des nouvelles. Tout à coup, vers neuf heures, le bruit se répand qu'une dépêche est arrivée au ministère de l'intérieur. Confirme-t-elle la nouvelle de la prise de Landau? Réduit-elle à néant toutes les espérances? La dépêche était celle-ci :

Metz, 6 h. 35.

« On n'a pas encore de nouvelles du maréchal Mac-Mahon.

« Sur la Saare, le corps du général Frossard a été seulement engagé et le résultat est encore incertain.

« On a bon espoir. »

De tels renseignements n'étaient point faits pour calmer l'anxiété publique, mais au contraire pour l'accroître. Ainsi, Frossard s'était battu et Mac-Mahon aussi sans doute. Mais pourquoi n'avait-on point à 6 heures du soir, après une journée de bataille, des nouvelles du maréchal? L'inquiétude, le pressentiment vague d'un échec s'emparaient de tous. Et, devant la grille du ministère de l'intérieur, dans la cour même, on se pressait, on attendait, on semblait décidé à passer la nuit, lorsque vers une heure du matin le ministre parut, M. Chevandier de Valdrome, non plus tel que le 12 janvier, caracolant aux funérailles de Victor Noir, mais pâle, affaissé; et d'une voix étranglée, il donna lecture de cette dépêche à ceux qui l'entouraient :

« Le corps du général Frossard est en retraite. Pas d'autres détails. »

Pas d'autres détails! c'était assez. La défaite s'acharnait après nous ou plutôt la faiblesse de nos combinaisons stratégiques, la mollesse du comman-

dement, la nullité de Napoléon et de Le Boëuf apparaissait nettement, cruellement à la patrie. Encore Paris et la France ne connaissaient-ils pas toute l'étendue de nos désastres. Ils l'apprirent par une série de dépêches qui méritent d'être conservées et qui tombèrent l'une après l'autre, sur la malheureuse nation au flanc déchiré, comme des larmes de plomb tombaient, dans certains supplices, sur la poitrine des torturés. On ne les a pas oubliées, ces dépêches qui emplirent la France de trouble, sinon de terreur, et montraient à quel point le sang-froid, la résolution, la virilité avaient abandonné le chef de l'État, Napoléon, ce carbonaro voulant jouer au général d'armée. Cette succession de dépêches pour ainsi dire haletantes témoignait, dans l'esprit de l'empereur d'une confusion, d'un affaissement complets. Ses télégrammes ressemblaient plutôt à des bulletins publiés par un médecin sur la santé d'un malade qu'à des nouvelles de guerre. Dès ce moment, cet homme, on peut le dire, avait perdu le peu qui lui restait d'énergie et se laissait glisser sur cette pente de l'affaissement, qui devait, un mois après, aboutir à la capitulation de Sedan. A bien lire ses dépêches, on s'aperçoit que le trouble le plus profond l'a envahi. « *Tout peut se rétablir... L'ennemi a cessé toute poursuite... La nuit a été calme.* » Est-ce donc ainsi et sur ce ton effaré que doit parler un chef d'armée ? Déjà la volonté abandonnait ce débile rêveur dont le bras retombait, impuissant à retenir longtemps le glaive.

Ces dépêches lues et commentées les unes après les autres, navrèrent Paris, lorsqu'en s'éveillant, après la fièvre du 6 août, il se trouva face à face avec ces vérités sinistres. La grande ville et la France après elle en furent stupéfaites. Encore aujourd'hui la lecture de ces tristes télégrammes emplissent l'âme d'une mélancolie amère et d'une colère grondante :

Metz, minuit et demi, 7 août.

Le maréchal de Mac-Mahon a perdu une bataille. Sur la Sarre, le général Frossard a été obligé de se retirer. La retraite s'opère en bon ordre.

Tout peut encore se rétablir. NAPOLÉON.

Metz, 7 août, 12 h. 25.

Le maréchal Mac-Mahon a éprouvé un sérieux échec à Reischoffen. Il se replie et couvre Nancy.

Les troupes qui sont autour de Metz sont dans d'excellentes dispositions.

Ce matin, trois corps d'armée tout entiers n'avaient pas encore donné.

Les pertes de l'ennemi sont très considérables et ralentissent sa marche. L'épreuve est sérieuse, mais elle n'est pas au-dessus des efforts de patriotisme de la nation. Il n'est pas possible de préciser le chiffre de nos pertes.

Le mouvement de retraite et de concentration s'accomplit. Le général Coffinières organise la défense.

Metz, 7 août, 9 h. 30 du soir.

Metz se prépare à une vigoureuse défense. Le commandant supérieur de la place a ordonné aux étrangers allemands de se munir d'un permis de séjour.

Metz, 3 h. 35 m.

L'ennemi n'a pas poursuivi vivement le maréchal Mac-Mahon.

Depuis hier soir, il a cessé toute poursuite.

Le maréchal concentre ses troupes.

NAPOLÉON.

Le lendemain, tandis que les bulletins prussiens annonçaient que « les succès du 6 étaient plus grands qu'on ne l'attendait et qu'à Forbach les bagages et les tentes de deux divisions étaient tombés aux mains des Prussiens, » et que le roi Guillaume apprenait à la reine Augusta que « son Fritz » avait battu le corps de Mac-Mahon renforcé par l'armée principale (cette dernière assertion, on l'a vu, était fautive), les télégrammes publiés par le ministère s'efforçaient de rassurer les populations et pas un n'osait faire entendre, n'osait franchement apprendre au pays la vérité :

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

Au ministre de l'intérieur.

Strasbourg, 8 août, 11 h. matin.

Les Prussiens n'ont pas passé le Rhin cette nuit à Mackallsheim, près Schlestadt, comme le croyait le sous-préfet. Toutes nos mesures sont prises pour mettre la place en état de défense.

Metz, 8 août, 10 h. 40 matin.

Le général de Failly est en communication avec le maréchal Mac-Mahon. Le moral de l'armée est excellent. Il n'y a pas eu d'attaque depuis ma dépêche d'hier. Dans la bataille de Froeschwiller, 140,000 hommes ont attaqué le corps de Mac-Mahon fort de 33,000 hommes.

(Correspondance du quartier général.)

Metz, 8 août, 10 h. soir.

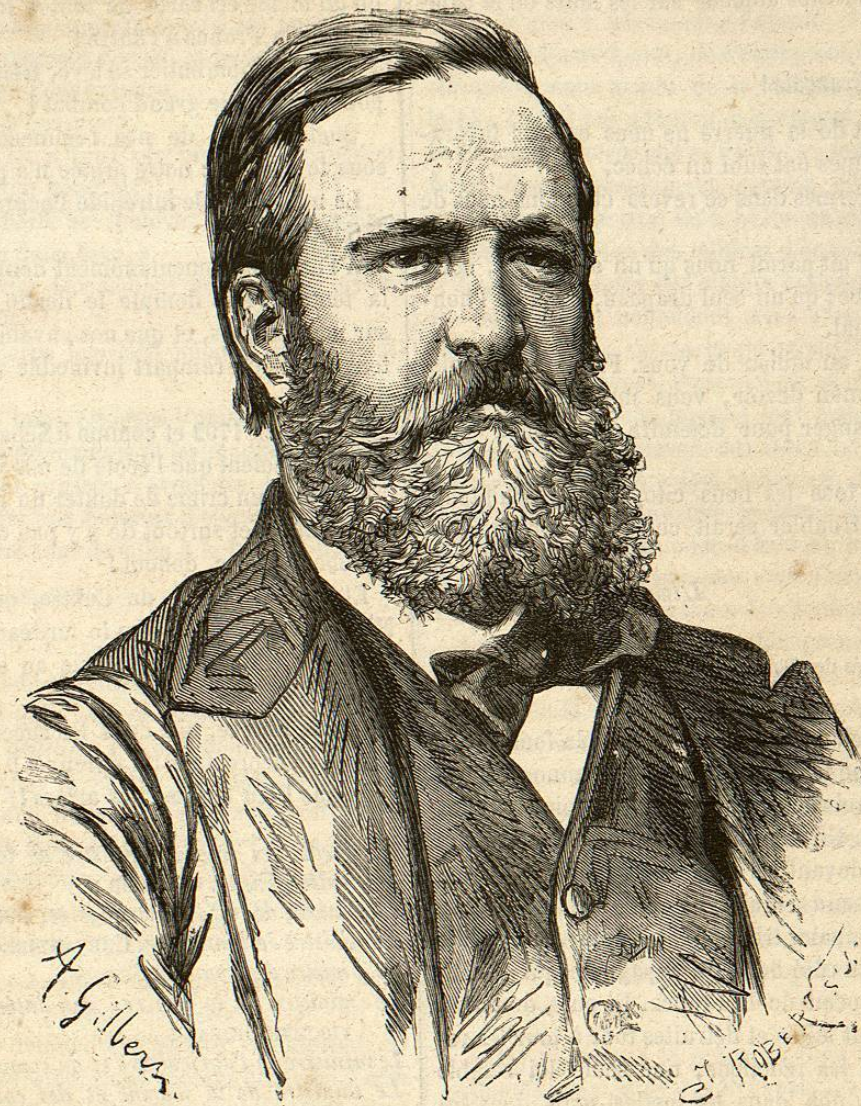
Le corps du général Failly qui n'a pas été engagé rallie l'armée. Il n'a pas été inquiété.

Le maréchal Mac-Mahon exécute les mouvements qui lui ont été prescrits.

Il n'y a pas eu d'engagements dans la journée.

(Correspondance du quartier général.)

CHEVANDIER DE VALDROME.



Clément Duvernois

Metz, 8 août 1870, 7 h. 50 m.

L'armée se concentre pour marcher sur les Vosges et en défendre les passages. La nuit a été calme. Il n'y a pas eu d'engagement. NAPOLÉON.

Nous montrerons plus loin que l'armée, loin de défendre les Vosges, laissa, au contraire, l'ennemi occuper, sans coup férir, cette formidable ligne de défense. Mais, à cette heure, au lendemain de ces défaites, l'intérêt du drame est à Paris et c'est Paris qui va, dès à présent, tenir les destinées de la patrie. Il n'eut qu'un cri, après la stupeur première, et ce cri fut celui que doit jeter tout citoyen devant le foyer menacé, l'honneur national compromis et la patrie menacée : *Aux armes !* Et les faubourgs, et le peuple, et la bourgeoisie, toutes les

classes à la fois s'écrièrent : *Aux armes !* Ce fut un soulèvement de la conscience, le mot d'ordre du patriotisme. Qu'on mesure le temps que laissa perdre le pouvoir du 8 août au 4 septembre, qu'on se rende compte de la somme de résolution et de belliqueuse volonté qu'il détourna de son but en rassurant, trompant, égarant l'opinion publique et on se dira, en toute sincérité, que s'il fut criminel en déclarant la guerre, il le fut doublement après ces premières défaites, en cachant la vérité à la nation et en ne lui donnant pas dès ce moment des armes pour se défendre.

A la première nouvelle des défaites, l'impératrice avait compris qu'elle ne pouvait demeurer en villégiature à Saint-Cloud. Elle vint à Paris, assembla le conseil des ministres et lança la proclamation

suiivante, bientôt affichée sur les murs de la capitale :

Français !

Le début de la guerre ne nous est pas favorable, nos armes ont subi un échec.

Soyons fermes dans ce revers et hâtons-nous de le réparer.

Qu'il n'y ait parmi nous qu'un seul parti, celui de la France; qu'un seul drapeau, celui de l'honneur national.

Je viens au milieu de vous. Fidèle à ma mission et à mon devoir, vous me verrez la première au danger pour défendre le drapeau de la France.

J'adjure tous les bons citoyens de maintenir l'ordre; le troubler serait conspirer avec nos ennemis.

*L'impératrice régente,*  
EUGÉNIE.

Fait au palais des Tuileries, le 7 août 1870, 11 h. m.

Cette proclamation produisit sur la foule l'effet de la dépêche fameuse où Napoléon annonçait que devant Sarrebrück, son fils n'avait point tremblé. Elle déplut. Un sentiment presque unanime se manifestait devant les affiches, signées de ce nom, *Eugénie*. Chacun sentait qu'à cette heure suprême, devant cet ennemi triomphant, l'âme de la patrie n'était pas du côté de cette Espagnole qui parlait ainsi du drapeau de la France. Et puis, de toutes les lois qu'ont faites et détruites tour à tour les révolutions et les réactions, une seule loi semble être debout, non dans les codes, mais dans les cœurs français, c'est la loi salique. Nous ne consentirions pas volontiers à être gouvernés par une femme. Une seule fois, la France s'est incarnée dans une image féminine et les fils des Francs saliens ont suivi l'étendard d'une femme, mais cette femme était Jeanne Darc.

En même temps que cette proclamation était affichée, trois décrets successifs étaient rendus : l'un convoquait pour le jeudi 11 août le Sénat et le Corps législatif, l'autre mettait Paris en état de siège, le troisième incorporait dans la garde nationale tous les citoyens valides de trente à quarante ans. Au premier décret, un décret fut immédiatement substitué qui ouvrait le 9 août la session extraordinaire du Sénat et du Corps législatif.

Le ministère s'adressait ensuite « aux Français » puis « aux Parisiens » dans les deux proclamations que voici :

Français !

Nous avons dit toute la vérité.

Maintenant, à vous de remplir votre devoir;

qu'un même cri sorte de toutes les poitrines d'un bout de la France à l'autre !

Que le peuple entier se lève, frémissant, dévoué, pour soutenir le grand combat !

Quelques-uns de nos régiments ont succombé sous le nombre : notre armée n'a pas été vaincue.

Le même souffle intrépide l'anime toujours !

Soutenons-la !

A l'audace momentanément heureuse, opposons la ténacité qui dompte le destin ! Replions-nous sur nous-mêmes, et que nos envahisseurs se heurtent contre un rempart invincible de poitrines humaines !

Comme en 1792 et comme à Sébastopol, que nos revers ne soient que l'école de nos victoires !

Ce serait un crime de douter un instant du salut de la patrie, et surtout de n'y pas contribuer.

Debout ! donc, debout !

Et vous, habitants du Centre, du Nord et du Midi, sur qui ne pèse pas le fardeau de la guerre, accourez d'un élan unanime au secours de vos frères de l'Est !

Que la France, une dans les succès, se retrouve plus une encore dans les épreuves !

Et que Dieu bénisse nos armes !

*Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, ÉMILE OLLIVIER ;*

*Le ministre des affaires étrangères, DUC DE GRAMONT ;*

*Le ministre de l'intérieur, CHEVANDIER DE VALDROME ;*

*Le ministre des finances, SEGRIS ;*

*Le ministre de la guerre, par intérim, GÉNÉRAL VICOMTE DEJEAN ;*

*Le ministre de l'agriculture et du commerce, LOUVET ;*

*Le ministre de la marine et des colonies, AMIRAL RIGAULT DE GENOUILLY ;*

*Le ministre des travaux publics, Plichon ;*

*Le ministre de l'instruction publique, MÉGE ;*

*Le ministre des lettres, sciences et beaux-arts, MAURICE RICHARD ;*

*Le ministre président le Conseil d'État, E. DE PARIEU.*

La proclamation aux Parisiens était plus directe et, comme disait un Allemand, plus « pratique. » Il s'agissait de donner à entendre au pays que le parti républicain était quelque peu, comme les journaux l'avaient tant de fois répété depuis le début de la guerre, l'allié des Prussiens. Le ministère inventa aussitôt la fable d'un espion prussien arrêté au quartier général et trouvé porteur d'une dépêche compromettante pour tout un parti, et M. Ollivier et ses collègues osèrent donner la publicité à ce mensonge :

*Proclamation du ministère Ollivier.*

Parisiens !

Notre armée se concentre et se prépare à un nouvel effort.

Elle est pleine d'énergie et de confiance.

S'agiter à Paris, ce serait combattre contre elle et affaiblir, au moment décisif, la force morale qui lui est nécessaire pour vaincre.

Nos ennemis y comptent.

Voici ce qu'on a saisi sur un espion prussien amené au quartier général :

« Courage ! Paris se soulève ; l'armée française sera prise entre deux feux. »

Nous préparons l'armement de la nation et la défense de Paris.

Demain, le Corps législatif joindra son action à la nôtre.

Que tous les bons citoyens s'unissent pour empêcher les rassemblements et les manifestations !

Ceux qui sont pressés d'avoir des armes, n'ont qu'à se présenter aux bureaux d'engagement.

On les enverra tout de suite à la frontière.

Paris, le 8 août 1870.

*Suivent les signatures.*

Le gouvernement impérial, après avoir agité devant la nation le *spectre rouge*, agitait maintenant le *spectre prussien*. Il savait bien qu'il suffisait de cela pour que la nation patientât et étouffât les frémissements de colère qui l'agitaient, mais, comme le disait alors un journal, *la Cloche*, le dernier mot du ministère, avant de tomber, n'en était pas moins une insulte au parti de la liberté, un blasphème contre le patriotisme.

« Quel est cet espion dont on a surpris les confidences et qui promet une émeute au roi de Prusse ? Nous demandons, ajoutait le journal, le nom de ce misérable. Nous voulons qu'avant d'être fusillé il se confesse. On nous doit sa confrontation avec le peuple de Paris. Sinon, nous croirons que cet espion est un personnage de comédie, inventé à plaisir. J'en atteste l'admirable attitude du peuple de Paris ; il n'est pas d'humeur à trahir l'armée, et s'il se soulevait jamais, ce ne serait pas pour le triomphe de la Prusse ! »

Il y avait, en effet, dans la population parisienne, même la plus irritable, même dans les couches révolutionnaires, un sentiment de résignation et d'attente. Comme si un mot d'ordre eût été donné, on désarmait politiquement. L'empire était haï, mais l'étranger bien davantage. On ne voulait pas avoir l'air de servir l'ennemi en attaquant le gouvernement. Et pourtant, que si le mouvement de colère spontanée du 4 septembre avait eu lieu le 9 août, à la veille de cette date fameuse, le 10 août, et si la nation avait eu non-seulement un mois de plus pour s'armer (du 10 août au 8 septembre), mais encore, pour se défendre, l'armée de Mac-Mahon qu'on formait à Châlons pour aller la faire perdre dans l'Ardenne ; si la France s'était redressée, retrouvée un mois plus tôt ; — qui sait si l'ennemi

n'eût pas fait acte de prudence et n'eût point alors signé la paix ? Là-dessus, l'avenir répondra. Ce qu'il eût fallu au 9 août, ce n'était point la misérable attaque à main armée de la Vilette qui eut lieu le 14 ; c'était une révolution pacifique, nationale, la France ressaisissant sa destinée, son armée, sa force vitale, absolument comme elle le fit en septembre, mais trop tard, et lorsqu'elle avait une armée de moins et des milliers d'ennemis de plus.

Le gouvernement de l'empire craignait d'ailleurs un mouvement coïncidant avec l'ouverture des Chambres. Paris, spectacle qui irritait les Parisiens, était plein de troupes. Pourquoi ces soldats dans nos rues, sur nos quais, lorsque leur place était à la frontière ? On apercevait des fusils reluire dans le palais des Tuileries. Des voltigeurs de la garde étaient là. Nul doute que quelques bonapartistes n'aient alors rêvé un coup d'État et les paroles de M. Granier de Cassagnac au Corps législatif doivent, ce semble, éclairer la situation.

Le mardi 9 août, la foule était grande autour du Corps législatif, contenue par des lanciers, des soldats de la ligne et des zouaves. M. Baragney d'Hilliers, commandant la place de Paris, devait, le lendemain, après ces précautions prises, céder son commandement au général Vinoy. Mais s'il y eût eu conflit, ce jour-là, il en prenait pourtant la responsabilité.

Lorsque, au début de cette séance désormais historique du 9, M. Schneider lut le décret de convocation du Corps législatif pour la session extraordinaire :

« Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français... »

Une longue rumeur interrompit le président stupéfait. Il se redressa aussitôt, raconte un témoin, croisa les bras, déclara qu'il ferait son devoir envers et contre tous ; et reprit la lecture du décret, mais en omettant, ce qui fut aussitôt remarqué, le nom de l'impératrice, cette signature qui avait surpris, lue au bas de la proclamation que le moment rendait tragique : *Eugénie*.

Puis M. Schneider donna la parole à « M. le garde des sceaux. »

Pâle, compassé, non plus fougueux et insolent comme autrefois, mais s'étudiant à imprimer à son maintien une dignité que l'émotion trahissait, que l'énerverement décomposait, M. Émile Ollivier franchit les marches de la tribune. Livide à son banc, M. de Gramont, toujours élégant, mais avec un je ne sais quoi de défait dans la physionomie, regardait son collègue qu'il n'avait pas l'air d'écouter.

« L'impératrice et le gouvernement, messieurs, dit M. Émile Ollivier à la tribune, vous ont convoqués. Nous n'avons pas voulu attendre pour